

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 19/04/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METAL X

ZI du Vieux Mottay
645 route de la Dranse
74500 AMPHION LES BAINS

Références : [20240327-RAP-InspOCP-METALX_V4](#)

Code AIOT : 0006104665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement METAL X implanté ZI du Vieux Mottay 645, route de la Dranse 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale dite « coup de poing » sur les effluents liquides.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL X
- ZI du Vieux Mottay 645, route de la Dranse 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société METAL X est spécialisée dans le traitement de surface et le revêtement des métaux, en vrac et à la tâche pour l'industrie automobile, les applications électriques et le BTP. Elle emploie 45

salariés et comprend outre ses chaînes de traitement, une station de traitement des effluents, une structure de contrôle de la qualité, un laboratoire.

Les activités ont été autorisées par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2009.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 portant sur les effluents liquides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	Demande d'action corrective	15 jours
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	Demande de justificatif	15 jours
5	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	Demande d'action corrective	6 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	Demande de justificatif	15 jours
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des écarts constatés lors de la visite d'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

Sous un délai de 15 jours :

- justifier de la remise en service du préleveur suite aux constats effectués par l'agence de l'eau.

Sous un délai d'un mois :

- renseigner tous les paramètres analysés par le laboratoire WESSLING dans l'application GIDAF même ceux qui sont indiqués "sans contraintes réglementaires".

Sous un délai de 3 mois :

- mettre à jour le plan de construction daté de 2005 ;
- justifier par un écrit de la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement de l'impossibilité de raccordement au réseau d'assainissement communal des eaux sanitaire du site et si tel est le cas de déposer une demande de modification de son arrêté.
- refaire les 3 campagnes d'analyses en mesurant les AOF et à minima les 20 PFAS en sortie de station.
- tenir à disposition de l'inspection la liste des PFAS utilisés et vérifier que les PFAS analysés correspondent bien à ceux de la liste établie.

Sous un délai de 6 mois :

- déposer un dossier à l'inspection proposant des modalités de rejet des effluents modifiées afin d'intégrer les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV [de l'article L. 212-1 du code de l'environnement](#) et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur. L'exploitant intégrera dans ce dossier le travail de comparaison à effectuer entre l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié et l'arrêté préfectoral du site de 2009 concernant les paramètres à analyser, les VLE et les fréquences d'analyse.

De plus, il est demandé à l'exploitant de justifier :

sous un délai de 15 jours :

- les modalités d'asservissement des rejets à l'alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH.
- les modalités mises en œuvre pour s'assurer que le débit de rejet n'excède pas 15 m³/h sur 2h consécutives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7</u> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p><u>Arrêté Ministériel du 30/06/2006, art. 16</u> Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>

Arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009

Article 5.1.3 – Collecte des effluents liquides

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques, les points de branchement, les points de rejet, doit être établi, régulièrement tenu à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

art 6.1.2.8.4

L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Il a été présenté le plan de construction maçonnerie daté de 2005.

Sur ce plan sont représentés en bleu le réseau d'eaux pluviales, en vert le réseau d'eaux sanitaires et en jaune le réseau d'eaux industrielles.

Tous ces réseaux se rejoignent dans un regard au Sud du site et se rejettent dans la rivière "La Dranse".

Pour les eaux pluviales, il existe un séparateur hydrocarbures sur la zone de parking des poids lourds, au Nord du site.

Concernant les eaux sanitaires, ces eaux sont traitées sur le site par une installation d'assainissement non-collectif de type fosse septique - décanteur - digesteur.

Or, il est indiqué dans l'arrêté préfectoral du site du 1/12/2009 à l'article 5.1.5.2 que les eaux usées domestiques sont rejetées dans le réseau d'assainissement de la commune.

Il est demandé à l'exploitant de justifier par un écrit de la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement de l'impossibilité de raccordement au réseau d'assainissement communal des eaux sanitaire du site et si tel est le cas de déposer sous 3 mois une demande de modification de son arrêté.

Le réseau d'eaux industrielles récupère les eaux des chaînes de traitement et s'évacue dans une station de traitement interne qui permet de recycler 30 % des effluents.

Le réseau d'alimentation des eaux industrielles par le pompage, le réseau entre la station d'épuration et le réseau d'eaux pluviales, et le réseau d'alimentation des sanitaires par le réseau d'eau potable communal n'apparaissent pas sur le plan.

<p>Il a également été présenté le plan dénommé "Plan-MXplan de coupe -eaux pluviales- eaux usées actualisé" qui fait apparaître la nouvelle aire de dépotage des produits chimiques.</p> <p>Un schéma indiquant l'emplacement des rétentions et leur volume datant du 05/01/2022 a été présenté ainsi que le « plan de génie civil des rétentions chaînes » daté du 13/12/2004 réalisé par la société SLETI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier par un écrit de la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement de l'impossibilité de raccordement au réseau d'assainissement communal des eaux sanitaire du site et si tel est le cas de déposer sous 3 mois une demande de modification de son arrêté.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan de construction daté de 2005 dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p><u>article 5.1.3 – Collecte des effluents liquides de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009</u></p> <p>Les ouvrages de rejet doivent être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de process rejoignent après traitement le réseau d'eaux pluviales du site et sont rejetées à la Dranse via une canalisation dont l'exutoire est à environ 100 m à l'Ouest du site, au sein de la réserve naturelle du delta de la Dranse.</p> <p>Nous avons pu accéder au point de rejet qui s'évacue dans un petit ruisseau qui s'écoule lui-même dans la Dranse. Le jour de la visite le petit ruisseau s'écoulait dans un bras mort de "La Dranse". L'exploitant a indiqué, photos à l'appui, que la semaine précédente avec l'agence de l'eau, ce bras de la Dranse était bien alimenté.</p> <p>Il semblerait par ailleurs selon l'exploitant que le petit ruisseau puisse être parfois à sec (été 2022).</p> <p>Les eaux rejetées ne présentaient pas, lors de la visite, d'aspect ni d'odeurs particulières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. <u>Article 23 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006</u> L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification sera aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements. <u>Article 5.1.6.1 - Dispositifs de prélèvement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009</u> Les ouvrages de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux industrielles sont équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets et notamment des mesures de débit ainsi que la réalisation de prélèvements aux fins d'analyses. L'exploitant est tenu de permettre à toute époque l'accès à ces ouvrages à l'inspection des installations classées et aux agents du service chargé de la police des eaux (ou la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement). Constats : Le prélèvement avant rejet se fait dans une cuve de rejet de 500 litres. Un préleveur automatique réfrigéré réalise des prélèvements proportionnels au débit pour les analyses journalières ou trimestrielles. Lors de la visite, la sonde pH indiquait une valeur de 8,42. Le débit de rejet était de 1 m ³ /h. Le dernier rapport de contrôle inopiné réalisé par DEKRA daté du 11/10/2019 indiquait : "Absence de canal venturi mentionné dans le contrat. Matériel inapproprié pour effectuer une mesure de débit. Prélèvement au temps et relevé des compteurs clients." Le point de prélèvement est aménagé pour permettre l'accès pour un intervenant extérieur. Lors du contrôle effectué par l'agence de l'eau en mars, il est apparu que le préleveur n'était pas asservi au débit et qu'il n'était plus réfrigéré. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours, de la remise en service du préleveur suite aux constats effectués par l'agence de l'eau. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

III. Des mesures du niveau des rejets en cyanures libres et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

– chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures libres et en chrome hexavalent ;

– une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet.

Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

.....

Concernant les rejets des autres substances dangereuses, lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux :

	Fréquence	Seuil de flux
« Chloroforme	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle	20 g/j »
Autre substance dangereuse visée à l'article 20.I-2	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle	20 g/j
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 20.I-2	Mensuelle	5 g/j
	Trimestrielle	2 g/j

IV. Cas particulier du cadmium :

Un échantillon représentatif du rejet pendant une période de 24 heures est prélevé. La quantité de cadmium rejeté au cours du mois doit être calculée sur la base des quantités quotidiennes de cadmium rejetées.

Arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009

article 6.1.2.6.2 – Autosurveillance du rejet des eaux résiduares

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Des mesures du niveau des rejets en cyanures et en métaux sont réalisés par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière. Ces mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

A ce titre, les contrôles suivants sont effectués selon les périodicités indiquées :

Paramètres	Périodicité
CN (aisément libérables)	Journalière
Cr VI	Journalière
Ni	Journalière
Zn	Journalière
Cu	Journalière
Sn	Journalière
Cr III	Journalière

Ce compte-rendu, dont le modèle aura été soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, est accompagné de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mis en œuvre ou envisagées.

Article 6.1.2.6.3 – Contrôles périodiques du rejet des eaux résiduares

Des mesures portant sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 6.1.2.5.1 ci-dessus sont effectués trimestriellement par un organisme extérieur dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet, sauf en ce qui concerne le cadmium (Cd), le plomb (Pb) et le mercure (Hg) dont la surveillance sera assurée conformément aux dispositions prévues aux articles 5.1.10.2 et 5.1.10.3 ci-dessus. Les mesures sont effectuées sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte. Les mesures sont réalisées suivant les méthodes normalisées en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues

Constats :

Les analyses journalières sont effectuées pour les métaux et cyanure.

Les rapports d'analyses trimestrielles 2023 du laboratoire WESSLING nous ont été présentés. Les prélèvements trimestriels sont réalisés par l'exploitant.

Seul le tributylphosphate n'est plus analysé chaque trimestre depuis 2018 (suite à l'accord de l'inspection lors de la visite du 17 octobre 2018).

Les périodicités minimales de surveillance sont donc respectées.

Le pH et le débit sont bien mesurés en continu.

Un test a été effectué pour vérifier le déclenchement de l'alarme sonore en cas de pH non-

conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, sous 15 jours, un justificatif sur les modalités d'asservissement des rejets à l'alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH. Comment s'effectue l'arrêt automatique et immédiat des rejets ?
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE	
Prescription contrôlée : Article 20 L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites d'émission en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. Elles sont applicables en sortie de station de traitement des effluents de l'installation de traitement de surfaces. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : <ul style="list-style-type: none"> – compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; – suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). 	
Article 20 bis « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »	
Arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009 6.1.2.5 - Valeurs limites de rejet 6.1.2.5.1 - Les teneurs des produits dans les rejets aqueux vers le milieu récepteur considéré, contrôlées sur l'effluent brut non décanté et non filtré, ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes	
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg / l)
DCO	150,0
MES	30,0
CN (aisément libérables)	0,1
Cr VI	0,1
Cr III	0,4
Ni	0,5
Cu	0,5
Zn	2,0
Cd	0,2
Fe	5,0

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg / l)
Al	5,0
Sn	2,0
Pb	0,5
Ag	0,5
Hg	0,05
F	15,0
P	10,0
Azote global	50
Nitrites	20,0
Indice hydrocarbures	5,0
Tributylphosphate	4,0
AOX	0,5

Ces valeurs limites de rejet sont des moyennes journalières .

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Par ailleurs, le pH dans les rejets doit être compris entre 6,5 et 9 et la température inférieure à 30°C.

6.1.2.5.5 - Les flux rejetés pour chaque type de polluant utilisé vers le milieu récepteur considéré, ou se formant dans l'installation et susceptible d'être rejeté, ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Flux maximum journalier (g / j)	Flux maximum horaire (g / h) sur deux heures consécutives
DCO	4000	1200
MES	1500	450
CN (aisément libérables)	5	1,5
Cr VI	5	1,5
Cr III	20	6
Ni	25	7,5
Cu	25	7,5
Zn	100	30
Cd	10	3
Fe	250	75
Al	250	75
Sn	100	30
Pb	25	7,5
Ag	25	7,5
Hg	3	0,75
F	750	225

Paramètres	Flux maximum journalier (g / j)	Flux maximum horaire (g / h) sur deux heures consécutives
P	500	150
Azote global	2500	750
Nitrites	1000	300
Indice hydrocarbures	250	75
Tributylphosphate	200	60
AOX	25	7,5

Constats :

Concernant les périodicités minimales de surveillance des substances rejetées mais également les valeurs limites de rejet, le site est soumis à l'arrêté préfectoral du 1/12/2009 et à l'arrêté ministériel du 30/06/2006 modifié, qui fixe de nouvelles prescriptions relatives au rejet de substances dangereuses dans l'eau, sachant que le plus contraignant des deux s'applique.

L'exploitant positionnera la qualité de ses effluents par rapport aux exigences de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié et celles de l'arrêté préfectoral du site de 2009, concernant les paramètres à analyser, les VLE et les fréquences d'analyse.

Il a été vérifié, par sondage, la conformité aux VLE en concentration pour les paramètres Argent, Fer et Plomb sur le rapport d'analyse du 24/03/2023.

L'inspection a alerté l'exploitant sur les résultats de l'étude pluri-annuelle du SIAC (syndicat d'aménagement du Chablais) relative à l'évaluation de la qualité de l'eau sur la Basse Dranse (diagnostic des micro-polluants). Cette étude montre dans le rapport annuel 2023, qu'au niveau de la station de mesure R4 (juste en aval des rejets de Metal X) :

- les teneurs en Zn et en Cu dépassent les NQE (normes de qualité environnementale) lors des mesures de mai, septembre et novembre 2023. Dépassement de la NQE pour le Ni en septembre uniquement.
- les tests d'alimentation sur les gammarets montrent une contamination très marquée en 6 métaux : Ag, Co, Cr, Sn, Ni et Zn.

Ce rapport précise également que « Tout comme en 2022, la campagne estivale 2023 présentait des conditions d'étiage sévère avec une rupture des écoulements du bras droit de la Dranse. Ainsi les prélèvements de la station R4 ont été réalisés dans des eaux stagnantes à quelques dizaines de mètres en aval du rejet de Metal X. Les résultats d'analyses de ces eaux montrent alors de fortes concentrations en polluants (Zn, Cu, Ni, Nitrites). »

Dans cette étude, des stations positionnées en amont permettent d'attribuer la pollution à Metal X.

Par conséquent, les rejets de Metal X ne semblent plus être compatibles avec le milieu dans lequel ils ont lieu.

En application de l'article 20 de l'arrêté du 30 juin 2006, le rejet doit respecter les dispositions de l'article 22-2-I de l'arrêté du 2/02/1998 modifié en matière de compatibilité avec le milieu récepteur. L'exploitant doit donc déposer un dossier à l'inspection proposant des modalités de

rejet des effluents modifiées afin d'intégrer les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit donc déposer un dossier à l'inspection dans un délai de 6 mois proposant des modalités de rejet des effluents modifiées afin d'intégrer les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.</p> <p>Dans son dossier, l'exploitant positionnera la qualité de ses effluents par rapport aux exigences de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié et celles de l'arrêté préfectoral du site de 2009, concernant les paramètres à analyser, les VLE et les fréquences d'analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p><u>Article 6.1.2.6.3 – Contrôles périodiques du rejet des eaux résiduaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009</u></p> <p>Les résultats de ces contrôles sont également communiqués à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les paramètres dont la fréquence d'analyse est journalière sont bien renseignés dans GIDAF.</p> <p>Toutefois, les analyses trimestrielles ne sont pas renseignées systématiquement dans GIDAF, car sur l'année 2023 il a été constaté que seules les analyses du mois de septembre et de décembre ont été renseignées.</p> <p>Il s'avère également que les 12 paramètres suivants qui font l'objet d'une analyse trimestrielle apparaissent dans GIDAF « sans contraintes réglementaires » pour la fréquence d'analyse et ne sont jamais renseignés alors que les 4 analyses annuelles ont été réalisées.</p>

AOX (1106)
Temp. eau (1301)
NO2- (1339)
P total (1350)
Ag (1368)
Al (1370)
Pb (1382)
Hg (1387)
Cd (1388)
F (1391)
Fe (1393)
NGL (1551)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de renseigner tous les paramètres analysés par le laboratoire WESSLING dans GIDAF même ceux qui sont indiqués "sans contraintes réglementaires" dans un délai d'1 mois.

L'inspection se charge de modifier le cadre GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet

Prescription contrôlée :

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet

article 6.1.2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2009

Nonobstant les dispositions de l'article précédent et de l'article 6.1.2.5.5 ci-dessous, le débit des effluents ne doit pas excéder 50 m³ / j en toutes circonstances et 15 m³ / h sur 2h consécutives.

Constats :

Le débitmètre électromagnétique enregistre le débit en continu.

L'exploitant a indiqué que le débit est relevé sur le compteur général, qu'une relève journalière est effectuée et que le volume est noté sur la fiche de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliquer à l'inspection comment il s'assure que le débit de rejet n'excède pas 15 m³/h sur 2h consécutives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les analyses PFAS ont été effectuées en janvier, février et mars 2024 par le laboratoire WESSLING sur les 20 PFAS. L'exploitant a transmis les résultats du laboratoire à l'inspection. Les résultats sont tous inférieurs à la limite de quantification égale à 20 ou 30 ng/l, en fonction des PFAS. Le paramètre AOF n'a jamais été analysé.

L'exploitant a renseigné les résultats dans GIDAF.

Il a renseigné dans GIDAF des résultats en AOF inférieures à la limite de quantification, alors que ce paramètre n'a pas été analysé. Il a également renseigné des résultats sur ces 3 mois pour les eaux pluviales, alors qu'aucune analyse n'a été effectuée sur les eaux pluviales.

L'inspection va invalider les déclarations de l'exploitant.

Concernant la liste des PFAS à établir par l'exploitant selon l'article 2 de l'AM PFAS su 20 juin 2023, l'exploitant a précisé avoir répondu au questionnaire concernant les substances préoccupantes en ligne sur le site internet "Mes démarches simplifiées" en décembre 2023.

Il n'a pas effectué la liste des PFAS utilisés ou qui auraient été utilisés dans le passé pour établir la liste des PFAS à analyser.

Par conséquent, il n'a fait analyser par le laboratoire que les 20 principaux PFAS.

L'exploitant doit refaire les 3 campagnes d'analyses en mesurant les AOF et à minima les 20 PFAS en sortie de station.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit refaire les 3 campagnes d'analyses en mesurant les AOF et à minima les 20 PFAS en sortie de station.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection la liste des PFAS utilisés et vérifier que les PFAS analysés correspondent bien à ceux de la liste établie. Sur la base de cette liste, il élargira le cas échéant les composés à analyser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois
